# Normalisation et domestication de la désinformation numérique : les opérations informationnelles d'interférence et d'influence de l'extrême droite et de l'État russe en Europe

*Martin Innes*[1], *Daniel Grinnell*[2], *Helen Innes*[3], *Darren Harmston*[4] *et Colin Roberts*[5]

Dans son récit – primé – du désastre de la navette spatiale Challenger, Diane Vaughan [1996] attribue *in fine* cette explosion fatale à un processus qu'elle nomme « normalisation de la déviance ». Grâce à une analyse minutieuse, ce cadre conceptuel décortique comment une culture structurelle de la performance, les possibilités offertes par le développement technologique et des valeurs propres aux ouvriers ont ensemble conduit à ce raté dramatique et spectaculaire. Au cœur de ce travail, on retrouve le constat que les individus et les communautés d'employés de la Nasa (Agence nationale de l'aéronautique et de l'espace) ont progressivement ajusté et renégocié leurs interprétations et anticipations de procédures imparfaites, et qu'ainsi des résultats déviants ont été peu à peu tolérés. Si aucun de ces écarts n'était en lui-même important, les résultats négatifs étaient mutuellement et

1. Research fellow at Cardiff University Crime and Security Research Institute.
2. Research associate at Cardiff University Crime and Security Research Institute.
3. Research fellow at Cardiff University Crime and Security Research Institute.
4. PhD student at Cardiff University Crime and Security Research Institute.
5. Senior research fellow at Cardiff University Crime and Security Research Institute.

*Hérodote*, n° 177-178, La Découverte, 2e et 3e trimestres 2020.

régulièrement additionnés et amplifiés au sein d'un système sociotechnique interdépendant complexe et en interaction.

Cette transformation, par laquelle les déviances et les anomalies sont présentées comme des éléments ordinaires au fonctionnement d'un système sociotechnique, est similaire à la présence facilement observable de communications trompeuses et détournées au sein de l'écosystème médiatique contemporain. La désinformation, entendue comme un message conçu et délivré pour tromper quelqu'un délibérément, et son parent conceptuel, la mésinformation (qui est involontairement trompeuse), sont récemment et rapidement montées dans la hiérarchie des inquiétudes politiques et publiques [Margetts *et al*., 2016]. Des communications publiques délibérément trompeuses ont été ces dernières années au cœur d'un certain nombre d'opérations informationnelles et de campagnes d'influence ou d'interférence, menées ou amplifiées par des acteurs étatiques et non étatiques, et ciblant nombre d'événements démocratiques de grande importance – l'élection présidentielle américaine de 2016 [Jamieson, 2018], les quatre attaques terroristes en Angleterre en 2017 [Innes *et al*., 2019], le discours anti-vaccination qui a véritablement affaibli « l'immunité de groupe » à certaines maladies infectieuses comme la rougeole. Mais la désinformation a également encouragé des conflits interethniques dans plusieurs « points chauds » géopolitiques comme la Syrie, et les idées conspirationnistes au sujet du réchauffement climatique [Pomerantsev, 2019 ; Kakutani, 2018]. La désinformation est donc à la fois un problème en son nom propre, mais également pour la manière dont elle s'insère dans d'importants problèmes sociaux contemporains [Benkler *et al*., 2018].

Cet article analyse les causes et les modalités de ces évolutions et aborde la création et l'amplification d'informations fausses et trompeuses comme un élément important de la construction et de l'organisation de la réalité sociale. De fait, nous devons nous intéresser à la « normalisation » de la communication numérique mésinformante et désinformante dans les campagnes politiques et électorales contemporaines, sans toutefois donner l'impression que ces pathologies informationnelles sont totalement nouvelles, alors qu'il existe une myriade de travaux historiques couvrant la fabrication de l'information, l'ampleur et la diffusion de mensonges par des acteurs politiques de toutes les sensibilités idéologiques. Nous souhaitons au contraire comprendre comment plusieurs « techniques de désinformation » sont devenues communément utilisées en raison de leur capacité à coopter et à contrôler les possibilités offertes par la technologie des réseaux sociaux.

Au cœur de cette analyse, nous soutenons que les acteurs associés à l'État russe et aux groupes européens d'extrême droite ont joué un rôle essentiel d'innovateurs en découvrant certaines des possibilités offertes par ces techniques. C'est, en effet, en raison de leur utilisation et de l'attention qu'elles ont reçue de la part des communautés numériques que ces techniques ont été adoptées et adaptées par d'autres



*Hérodote*, n° 177-178, La Découverte, 2e et 3e trimestres 2020.

groupes. Ce processus demande l'introduction du concept de « domestication », pour définir l'intégration de ces méthodes issues du domaine de la géopolitique interétatique dans le rythme et les habitudes de la politique intérieure des pays.

Les données empiriques utilisées pour cet article permettent d'explorer et de cartographier les interactions, échanges et rencontres numériques entre les acteurs et les outils cooptés par le gouvernement russe et les groupes se revendiquant de l'extrême droite européenne. Nous souhaitons ainsi souligner les similitudes et les différences entre eux, la manière dont ils s'influencent mutuellement, et l'impact conjugué de ces arrangements sur l'écosystème médiatique contemporain. Nous insisterons sur un point : si l'essentiel du débat public et politique autour de la désinformation se focalise sur les acteurs étatiques malveillants, la normalisation et la domestication des tactiques de désinformation demeurent probablement le problème social émergent le plus profond et le plus lourd de conséquences.

Nous détaillons dans la première partie la démarche de récolte et d'interprétation des données empiriques sur lesquelles se base notre argumentation. Dans les parties suivantes, nous étudierons comment les activités de ces acteurs et leurs empreintes numériques sont le résultat d'une influence réciproque. Puis, nous détaillerons pourquoi (et comment) les acteurs russes ont « masqué » leurs opérations informationnelles d'influence et d'interférence (IIIO) avec des identités numériques d'extrême droite. Finalement, nous verrons comment ces tactiques et techniques de désinformation, inaugurées par l'Internet Research Agency (IRA) et une sphère amorphe de groupes européens d'extrême droite, deviennent plus influentes et répandues à travers la vie politique et sociale des pays.

## Méthode et méthodologie de la recherche

Les données sur lesquelles se fonde cet article sont le fruit d'un programme de recherche de grande ampleur visant à comprendre les causes et les conséquences de la désinformation à travers un spectre de situations et de contextes. Ce programme comprend des projets dédiés à plusieurs plateformes de réseaux sociaux, dont Twitter, Facebook, Instagram, VKontakte et Reddit. Notre collecte de données couvre plusieurs pays européens, et plusieurs événements et épisodes de ces événements : attaques terroristes, campagnes électorales et campagnes publiques d'information.

Les données récoltées ont été organisées par plateforme, avec une attention particulière pour Twitter, en utilisant le logiciel Sentinel. Il comprend un logiciel de collecte des données, d'algorithmes et d'applications à des fins d'analyse, ainsi que des fonctionnalités de collecte et de traitement similaires aux logiciels commerciaux [Preece *et al.*, 2018]. Mais, si ces suites commerciales sont des

« boîtes noires » [Pasquale, 2015], Sentinel est une « boîte en verre » qui permet aux chercheurs d'étudier comment une décision ou un choix particulier fait dans la collecte, le traitement et l'analyse des données structure et modifie en conséquence les flux de données entrant. La collecte de données par Sentinel est organisée autour de plusieurs « chaînes d'utilisateurs » configurables et comprenant jusqu'à 400 mots-clés recherchés qui filtrent le contenu indésirable tout en captant une sélection du trafic sur les réseaux sociaux qui, grâce au contenu textuel, est susceptible d'être liée au sujet d'intérêt. Cette structure permet au système de collecte de s'accommoder de la limite de 1 % du flux total de trafic mis à disposition librement par Twitter.

Pour cet article, nous avons concentré nos efforts sur deux groupes particuliers d'acteurs de la désinformation qui apparaissent comme très influents dans la propagation et l'utilisation des modalités de communication conceptuellement intéressantes ici. Il s'agit de l'Internet Research Agency, basée à Saint-Pétersbourg et qui a gagné en notoriété pour son interférence dans l'élection présidentielle américaine de 2016 ; le second est une sphère amorphe de groupes européens d'extrême droite qui ont été parmi les premiers à reconnaître le potentiel de l'Internet et des plateformes associées pour y partager des « faits », interprétations et points de vue alternatifs.

Les données dérivées de ces activités numériques sont analysées grâce à plusieurs outils. Les techniques d'analyse des réseaux sociaux nous ont permis de configurer une carte topologique de leurs réseaux de relations. La perspective offerte par ce mode de représentation est complétée par des études de cas qualitatives plus précises et choisies pour permettre de donner des exemples directs de ces pratiques. Il est important d'expliquer dès maintenant que cet article souhaite apporter une contribution principalement théorique, illustrée empiriquement, plutôt qu'une étude empirique approfondie des concepts théoriques proposés. Nous suivons le chemin ouvert par Manning [2016] et sa formulation d'une « théorie d'élaboration de modèles » (*pattern elaborative theory*) qui insiste sur l'intérêt de croiser les « exemples indices » avec les préceptes théoriques utilisés pour décrire des modèles comportementaux jusqu'ici non identifiés et non détectés.

## Établir une connexion entre la Russie et l'extrême droite

Les multiples connexions entre les groupes européens d'extrême droite ont été retracées par une succession de travaux universitaires, journalistiques et militants. Ainsi, nous savons maintenant que le Front national de Marine Le Pen (désormais Rassemblement national) a autrefois emprunté plusieurs millions d'euros à des banques russes alors que sa présidente défendait activement une relation plus



*Hérodote*, n° 177-178, La Découverte, 2e et 3e trimestres 2020.

proche avec la Russie et louait le président russe Vladimir Poutine. De la même manière, Martin Sellner, dirigeant de l'influent Mouvement identitaire autrichien, a couvert Vladimir Poutine de compliments durant un entretien en 2016, publié par le Centre pour la coopération continentale :

> L'image de la Russie est déformée par les médias occidentaux. Je vois personnellement Poutine comme un grand chef d'État ; en regardant ses choix politiques, il est évident qu'il ne veut que le meilleur pour sa nation et ses habitants, il agit en véritable patriote et véritable identitaire...

Dans la suite de cet entretien, il établit plusieurs parallèles précis avec le mouvement eurasiste, qui a lui-même peut-être déteint sur une partie du cadre idéologique de Poutine. On retrouve une réciprocité évidente du côté russe, notamment dans le soutien de Poutine au passage des « Loups de la nuit » à travers la Slovaquie et plusieurs autres pays d'Europe centrale. En outre, plusieurs indices laissent penser qu'une opération d'influence numérique a été structurée en Espagne, avec un soutien russe, pour défendre le parti Vox et le mouvement indépendantiste catalan. Et puis certains observateurs avancent l'existence d'un financement russe à la Ligue du Nord populiste de Matteo Salvini en Italie.

Cela dit, il ne faut pas surestimer le degré de cohésion et de consensus au sein de l'extrême droite européenne et ainsi nier les différences qui existent. Le parti Brexit First, par exemple, comme le Front national en France, n'a jamais connu les succès électoraux de ses homologues européens. Et l'alignement souvent décrit entre les idées de l'extrême droite et les préceptes idéologiques russes ne doit pas non plus être surévalué. D'ailleurs, comme le note Robert Service [2019], le pragmatisme et l'opportunisme sont des éléments cruciaux de la pratique du pouvoir de Vladimir Poutine.

Étiqueter des groupes et des individus à « l'extrême droite » revient à utiliser des catégories « élastiques » pour décrire une large gamme de communautés et de groupes d'intérêts [Davey et Ebner, 2017, p. 4]. Caiani et Parenti [2013] décrivent un « vague regroupement » de nodules politiques et idéologiques pour délimiter cette « extrême droite », et non pas un « mouvement » social cohérent. Mudde [2000] utilise une définition plus large – ces groupes se montrent selon lui fidèles à un système politique autoritaire idéalisé, un nationalisme ethnique et une rhétorique xénophobe – qui apporte quelques caractéristiques clés permettant de regrouper les acteurs de cette sphère d'extrême droite très fragmentée. Des études plus récentes se sont concentrées sur l'influence des débuts de l'Internet 2.0 dans un « processus de (post-)modernisation » de l'extrême droite [Bogerts et Fielitz, 2019, p. 150]. Cette dernière remarque est particulièrement utile pour définir l'alt-right, une facette principalement numérique [Nagle, 2017], une « nébuleuse, fluide, et parfois anarchique » de l'extrême droite [Hodge et Hallgrimsdottir, 2019, p. 2].

Au-delà de la topologie complexe du paysage de l'extrême droite, notre article aborde une autre question tout aussi difficile : où placer le président Vladimir Poutine et l'État russe sur le spectre idéologique ? C'est un sujet de longs et ardents débats parmi les kremlinologues contemporains. Ces difficultés sont liées à une mutlitude de facteurs imbriqués, notamment l'évolution du positionnement de l'État russe par rapport à la politique démocrate libérale de l'Occident qui a mené à une attitude plus antagoniste et hostile au fil du temps [Service, 2019]. Pour Giles [2019], cette situation renforce l'idée d'un « exceptionnalisme russe » – une culture politique russe substantiellement différente des systèmes démocratiques libéraux occidentaux – et, pour cette raison, toute tentative de « lire » la politique russe à travers le prisme conceptuel occidental est vouée à l'échec.

Ceci va parfaitement de soi lorsque l'on étudie les points de convergence et de divergence entre les discours de l'extrême droite et ceux du Kremlin. On y retrouve par exemple une antipathie partagée pour l'égalité LGBTQ+ et une rhétorique couramment antilibérale et anti-immigration. Malgré tout, dans les États baltes d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie, une des figures rhétoriques fréquemment utilisées est l'attrait supposé des gouvernements de ces États et de leurs citoyens pour l'idéologie nazie. Cette idée est répétée inlassablement pour convaincre les minorités russes que l'intégrité de ces pays est défaillante et que la seule solution serait de se détourner de l'Europe pour revenir dans la sphère d'influence russe. Le point d'inflexion est simple : alors que dans les représentations occidentales les valeurs culturelles très conservatrices d'extrême droite sont assimilées à de l'idéologie nazie, à travers le prisme russe – la version russe de l'eurasisme par exemple –, en revanche, le nazisme et l'« hyper-conservatisme » sont considérés comme deux tendances différentes qui ne sont pas forcément intégrées.

## Des innovateurs de la désinformation

L'environnement informationnel est l'un des domaines dans lesquels les intérêts et les programmes de l'extrême droite et de l'État russe se croisent et s'entrecroisent. Leur influence a été primordiale pour l'émergence d'un ordre social « post-vérité » (*post-truth*) ou « post-faits » (*post-facts*) [Pomerantsev, 2019 ; Kakutani, 2018 ; Benkler *et al*., 2018]. À partir d'un travail empirique conduit récemment, Innes [2020] dénombre huit « techniques de désinformation » de première importance déployées séparément et à plusieurs reprises par des comptes sur les réseaux sociaux soutenus par l'extrême droite ou l'État russe. En utilisant des données récoltées en 2013, Roberts [Roberts *et al*., 2018] détaille précisément l'arrivée dans l'espace numérique de groupes, tels que l'English Defence League, dans la foulée de crises importantes – ici le meurtre du fusilier Lee Rigby par



*Hérodote*, n° 177-178, La Découverte, 2e et 3e trimestres 2020.

des islamistes – pour essayer d'engranger de nouveaux soutiens et d'encourager leurs partisans à passer à l'action physique. On retrouve cette stratégie chez Innes *et al*. [2018] avec une analyse des publications de ces groupes qui montre de quelle manière ils essaient de propager des rumeurs et des idées conspirationnistes à partir des éléments connus d'une crise pour ensuite la relier à une litanie de problèmes anciens et finalement à un sentiment plus large d'injustice. En prenant appui sur une étude de cas portant sur le meurtre de la députée Joe Cox durant la campagne pour le référendum sur le Brexit, Dobreva *et al*. [Innes, Dobreva et Innes, 2019] expliquent comment les groupes d'extrême droite cherchent à lier de tels événements à des « prophéties » construites sur une anticipation de l'incapacité des gouvernements à agir efficacement. Dawson et Innes [2019] identifient trois tactiques centrales à l'activité de l'IRA à Saint-Pétersbourg : l'achat d'abonnés, la « pêche aux abonnés » (*follower fishing*) et le « changement de discours » orchestré (*narrative switching*). Si l'on contextualise ces tactiques, on peut placer les origines de l'IRA vers 2011-2012, même si la croissance de leurs capacités techniques a « bondi » en 2014 suite à l'intervention russe en Crimée, et a continué d'augmenter par la suite.

Dans l'imaginaire populaire et politique, le travail de l'Internet Research Agency (IRA) et ses tentatives d'ingérence dans l'élection présidentielle américaine de 2016 représentent l'archétype de la campagne de désinformation. Par ailleurs, si plusieurs des comptes les plus efficaces de l'IRA imitent délibérément des identités sociales de l'extrême droite, ce n'est pas une coïncidence : ils adoptent ouvertement des identifiants qui évoquent une certaine personnalité. Goffman [1961] montre qu'il existe des « kits identitaires » associés avec des positions spécifiques dans la hiérarchie sociale, notamment des objets et des styles vestimentaires spécifiques auxquels on donne du sens. En se les appropriant, les opérateurs des comptes sont capables d'infiltrer des communautés de pensée numériques pour communiquer directement avec une audience visée. Le document 1 présente l'avatar et la biographie d'un des comptes les plus (re)connus de l'IRA, avec des marqueurs identitaires évidents.

DOCUMENT 1. – UN COMPTE PARODIQUE DE L'IRA


D'autres comptes contrôlés par l'IRA affichent un soutien, entre autres, à Matteo Salvini et à la Ligue du Nord, en répétant que les Italiens doivent quitter l'Union européenne (UE), sortir de l'euro et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Otan) pour retrouver leur souveraineté. D'autres comptes visent l'audience de l'extrême droite allemande. Mais, comme le montrent Dawson et Innes [2019], on trouve des anomalies lorsque l'on étudie ces comptes plus en détail. L'un d'entre eux, arborant le nom de « Thomas Gerster », publiait activement autour du 24 septembre 2016 des messages soutenant le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) tels que : « Je #choisisAfD car je n'oublie pas #crisedesréfugiés et je ne fais plus confiance à #Merkel ! » ou « Je #choisisAfD car je veux vivre dans la République fédérale et non pas dans le #Califat allemand ! » Tout en republiant des messages comme celui-ci : « Tous les #patriotes allemands vont voter #AfD demain ! Nous avons besoin d'un tremblement de terre politique pour sauver l'#Allemagne ! #Btw17 #NoAntifa #NoIslam ».

Toutefois, en remontant l'historique de ce compte, nous avons trouvé quelque chose de remarquable et d'inattendu. En effet, six mois plus tôt, ce compte publiait des messages anti-AfD tels que « L'#AfD est merdique, l'AFD est merdique #MerkelDoitRester » ou « Les personnes qui choisissent l'#AfD sont des malades #MerkelDoitRester ».

Ce genre de « changement de discours » est probablement une tactique délibérée qui permet à un compte d'« injecter » son discours adverse au sein d'un

groupe. Une des conséquences de l'effet homophile des réseaux sociaux est qu'il est difficile d'importer un message au sein d'un groupe sans en être membre. Cependant, les membres seront probablement attentifs au discours d'un compte qui s'est préalablement construit une identité au sein du groupe.

S'il est difficile de quantifier l'opérationnalisation de cette tactique par l'IRA, cet exemple nous suggère de ne pas surestimer les affinités entre les réseaux d'extrême droite et ceux de l'État russe. Ces connexions sont certes bien présentes, et ce n'est pas surprenant que la majorité des comptes Twitter de l'IRA en 2016 aient été des parodies d'identités de l'extrême droite. Mais les citations allemandes reproduites plus haut montrent surtout une volonté, du point de vue de Saint-Pétersbourg, de semer le doute et la division partout où c'est possible.

La propension de l'IRA à intégrer ses activités aux campagnes de l'extrême droite – à travers des groupes divers mais également des particuliers de ce bord politique – illustre bien sa compréhension des opportunités offertes par l'Internet et par les technologies associées aux réseaux sociaux. Pour ceux qui n'ont pas confiance dans les médias traditionnels libéraux, ces plateformes offrent des outils alternatifs pour diffuser de l'information et des idées que la presse et les journalistes radiotélévisés n'aborderont probablement pas. Elles ont également permis à des groupes habituellement isolés d'entrer en contact plus aisément. Ainsi, Roberts *et al*. [2018] indiquent comment, en 2013, et suite au meurtre du soldat Lee Rigby par des islamistes, l'English Defence League a utilisé Twitter et Facebook pour mobiliser ses soutiens et organiser des manifestations publiques dans diverses villes anglaises pendant plusieurs semaines. Le discours créé, publié et amplifié par ces messages a délibérément déformé certains aspects du crime afin de promouvoir plus efficacement le message souhaité. Des tentatives similaires de manipuler la réaction du public en disséminant de la mésinformation et de la désinformation ont de nouveau été observées suite aux attaques terroristes de 2017 à Londres et Manchester – mais l'impact « hors ligne » était moins évident à ce moment-là [Innes *et al*., 2019].

Il est important de reconnaître la dimension et le degré de sophistication des investissements réalisés pour permettre le déploiement de la désinformation. À côté des investissements dans les opérations de l'IRA et des activités de piratage de l'unité « FancyBear » du GRU (Direction principale de l'État-Major général des Forces armées russes) qui lui sont attribuées, l'État russe a également financé un réseau mondial de chaînes médiatiques (RT et Sputnik). Ces médias jouent un rôle fondamental dans le rassemblement et l'amplification des idées conspirationnistes et de la propagande née sur l'Internet et sur les plateformes de réseaux sociaux. Pareillement, la montée du sentiment et du discours antilibéraux a été soutenue par quelques figures clés de l'extrême droite qui ont compris l'intérêt d'être propriétaire des moyens de production médiatique. La figure principale est ici sans doute

Andrew Breitbart, le fondateur de Breitbart News, connu pour répandre *fake news* et désinformation mais aussi pour avoir affirmé que « la politique est en aval de la culture ». Selon lui, si quelqu'un souhaite influencer réellement la manière dont les citoyens pensent, ressentent et agissent, les institutions formelles de la politique démocratique ne sont pas les meilleurs moyens d'y parvenir. Au contraire, il est plus important de saisir et façonner les valeurs culturelles, et ce en contrôlant les médias.

Cette logique permet de comprendre une des dynamiques principales observées par les commentateurs durant l'année passée : on peut en effet noter une certaine migration des individus et groupes associés à l'extrême droite des plateformes médiatiques traditionnelles (Facebook, Twitter) vers d'autres plateformes (Gab, Telegram, 4Chan, 8Chan). Cette dynamique devient si prononcée que certains commencent à parler de l'installation d'un écosystème médiatique alternatif d'extrême droite. L'idée semble être de protéger le public d'extrême droite d'influences contradictoires.

Construites autour de « forums à images [*imageboards*] anonymes, ségrégés par centre d'intérêt et au rythme de publication effréné », et contenant chacun une pluralité de sous-forums, les « chans » représentent « l'antithèse d'un [*sic*] Twitter ou Facebook », et une alternative aux réseaux sociaux traditionnels [McLaughlin, 2019]. Les travaux de Vyshali Manivannan sur 4chan [2012 ; 2013] dessinent une « communauté de discours » envahie « de conversations antinormatives, scandaleuses et injurieuses » [2013, p. 114]. D'autres travaux ont insisté sur l'influence toute particulière du forum/pol/ de cette plateforme dans la propagation de mèmes[6] racistes et politiques vers d'autres communautés numériques. Cela dit, ramené à sa taille, le travail de propagation de la plateforme demeure inefficace comparé à Reddit et Twitter, et il est probable que l'influence de 4chan soit principalement tournée vers ses propres membres [Zannettou *et al.*, 2018, p. 14].

Selon Marc Tuters [2019, p. 44], ces espaces numériques de l'alt-right sont alternatifs pour des raisons aussi bien sous-culturelles que politiques, et doivent être considérés comme une sorte de « fandom sombre » (*dark fandom*)[7] dont les membres expriment un dédain pour « le système hégémonique dominant ». À l'intérieur de ces espaces, les mèmes jouent un rôle important dans la création d'une identité communautaire. Ils possèdent donc un « capital sous-culturel » [Prisk, 2017, p. 9] qui permet aux utilisateurs, en les partageant, de signifier leur connaissance des différentes normes de l'alt-right, créant ainsi une communauté liée par une compréhension mutuelle. En partageant ces mèmes à travers les réseaux sociaux, les utilisateurs essaient sans doute de déplacer la « fenêtre

6. Le dictionnaire *Larousse* définit un mème comme un « concept (texte, image, vidéo) massivement repris, décliné et détourné sur Internet de manière souvent parodique, qui se répand très vite, créant ainsi le buzz ».

7. Un « fandom » est une communauté de supporters (fans) [N.d.T].



*Hérodote*, n° 177-178, La Découverte, 2e et 3e trimestres 2020.

d'Overton » – les frontières du discours public acceptable –, permettant l'installation progressive gramscienne du discours d'extrême droite dans la conscience du grand public [Nagle, 2017, p. 33]. Ceci fait clairement écho à la maxime de Breitbart sur la prédominance du culturel sur le politique.

Avec leurs tactiques et stratégies, l'État russe et les groupes d'extrême droite ont joué un rôle primordial en montrant l'étendue des possibilités lorsque l'on ne s'encombre pas de considérations de « faits » ou de « véracité ». Leurs innovations ont ensuite été reprises par d'autres acteurs à l'échelle nationale, souhaitant dompter à leur tour le nouvel environnement informationnel et son écosystème médiatique.

Pour démontrer l'importance de cet argument et l'illustrer plus précisément, nous allons analyser la relation entre l'extrême droite et les sources russes sur les réseaux sociaux dans la partie suivante. Nous nous demanderons par ailleurs comment ces méthodes ont été adoptées et adaptées par des militants politiques plutôt tournés vers les questions intérieures.

## Analyser les réseaux sociaux

Les racines du mouvement eurasiste remontent aux années 1920, dans un mouvement idéologique inspiré de la révolution conservatrice allemande et de son idée d'une « troisième voie » possible entre le communisme et le capitalisme. Depuis la chute de l'Union soviétique, Alexandre Douguine a trouvé de nombreux sympathisants en Europe, et pas seulement en raison de sa capacité à présenter et à publier ses idées en plusieurs langues et à travers divers domaines universitaires (même s'il a été renvoyé de son poste à l'université de Moscou en 2014). La vision du monde dépeinte par ce mélange de travaux universitaires, de plateformes numériques et par le parti politique d'extrême droite Eurasie, fondé en 2002 en Russie, appelle à une alliance européenne pour former le « Heartland ». Cet espace continental uni de peuples chrétiens blancs – comprenant la Russie – est perçu comme la seule barrière possible face au pouvoir corrosif des États-Unis. Douguine et l'extrême droite européenne perçoivent ainsi l'ordre international : ils trouvent leur inspiration dans des principes fascistes et cherchent à défendre des valeurs traditionnelles face à une vague de libéralisme occidental transatlantique. Cette vision partagée présente l'Union européenne et l'Otan comme des forces destructrices et bureaucratiques renforçant les intérêts et les idéaux américains au détriment d'une identité européenne forte et cohérente.

Au niveau personnel, Douguine a cultivé des contacts avec des figures de l'extrême droite européenne depuis la fin des années 1980. Il a notamment des liens très forts avec la Nouvelle droite européenne (NDE) lancée en France par le think tank ethno-nationaliste GRECE d'Alain de Benoist. L'influence de Douguine est particulièrement notable dans l'écosystème médiatique de l'extrême droite européenne,

du magazine *Zuerst !* en Allemagne aux chaînes de télévision Nya Tider en Suède et TV Libertés en France. En 2017, Douguine et Lurie Rosca (ancien chef du Parti populaire chrétien-démocrate moldave) ont fondé le « Forum de Chisinau », un événement qui rassemble des intellectuels d'Europe occidentale et de l'ex-URSS, des figures politiques et médiatiques de l'extrême droite européenne, et qui a récemment collaboré avec le « Mouvement » populiste d'extrême droite de Steve Bannon.

Les liens actuels de Douguine avec le Kremlin, tout comme son influence demeurent plus circonspects. S'il a servi comme conseiller auprès du président de la Douma Guennadi Selezniov et d'un membre influent du parti Russie unie, Sergei Narychkine, ses théories extrêmes n'ont pas d'influence directe sur la politique de Poutine, ni sur l'idéologie officielle du Kremlin. Mais les idées centrales de ces acteurs se chevauchent parfois. Par ailleurs, Douguine et le Kremlin ont probablement déjà soutenu des « alliés communs » lorsque les intérêts de chacun se retrouvaient autour d'un discours antilibéral [Laruelle, 2015, p. XIII].

À la vue de ces connexions idéationnelles et personnelles, nous avons décidé d'utiliser le réseau Eurasie comme point de départ d'une exploration empirique plus structurelle des liens entre les activités de l'extrême droite européenne et de l'État russe dans l'environnement informationnel contemporain. Nous avons testé neuf organisations médiatiques qui, à partir d'un exercice initial de cartographie du réseau, nous apparaissent fortement ancrées dans la topologie du mouvement néo-eurasiste. Ces organisations médiatiques publient sur six plateformes (Twitter, Facebook, Instagram, Telegram, VK et YouTube) et, pour chacun des comptes, nous avons récolté les messages les plus récents sur chacune des plateformes, sur une période de 50 jours (1er décembre 2019-19 janvier 2020), pour un total de 3 317 publications en anglais, allemand, espagnol, français et russe. Le contenu publié dans une autre langue que l'anglais a été traduit en amont par un logiciel informatique, mais cette pluralité linguistique est en elle-même un indicateur intéressant des liens internationaux noués au sein de l'extrême droite analysée ici.

Nous avons relevé certaines caractéristiques prédéfinies dans le contenu textuel des publications pour en nourrir l'analyse : des noms de domaine et URL[8] renvoyant à des sites extérieurs, des émoticônes utilisant les règles usuelles de l'expression humaine ainsi que des avatars provenant d'autres plateformes, et tous les termes associés aux individus, aux lieux et aux organisations – grâce à l'outil d'extraction d'information du module NLTK. Les adresses URL qui utilisent un outil de redirection ou un raccourci ont été remises dans leur forme initiale.

8. Le dictionnaire *Larousse* définit une URL comme une « adresse qui précise la localisation d'une ressource Internet en indiquant le protocole à adopter, le nom de la machine, le chemin d'accès et le nom du fichier ».

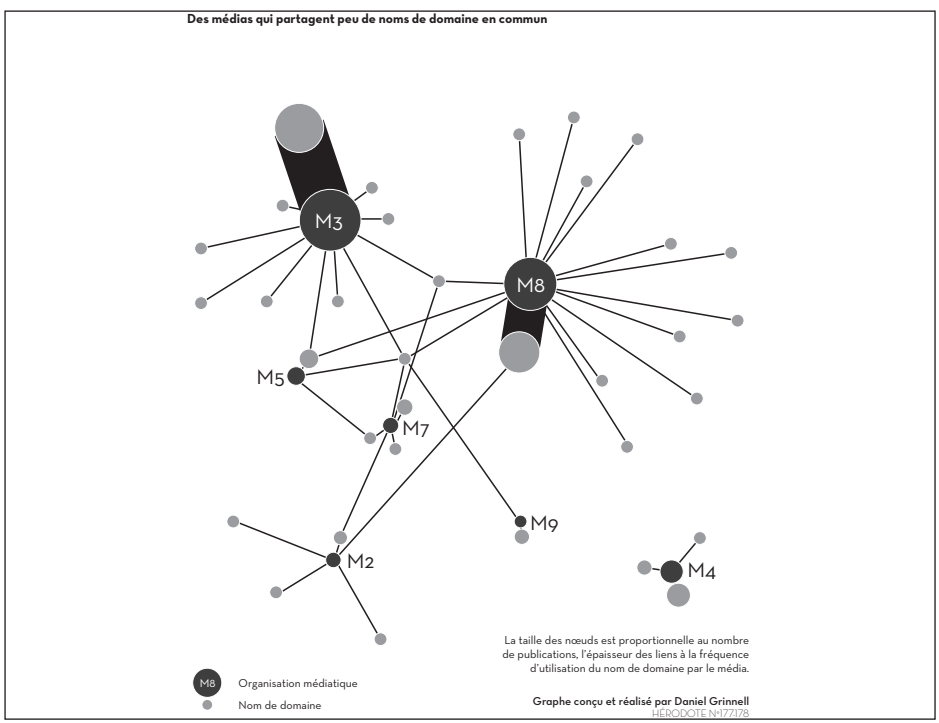


*Hérodote*, n° 177-178, La Découverte, 2e et 3e trimestres 2020.

Finalement, nous avons compté le nombre de publications pour chaque média et pour chaque caractéristique étudiée.

La figure 1 offre une représentation visuelle simplifiée des « relations dynamiques » (*linking behavior*) pour les neuf organisations médiatiques (appelée M1-9) de cette analyse. Cet indicateur présente la manière dont les différents sites Internet référencent mutuellement leurs contenus et publications. Nous avons compté 37 liens vers des noms de domaine externes : 23 d'entre eux sont utilisés exclusivement par une organisation, et 5 des 14 restants le sont largement par plusieurs organisations médiatiques (l'un d'entre eux était YouTube par exemple). Sur ces 5, trois sont liés à une autre de ces neuf organisations médiatiques. En conséquence, la figure qui émerge montre des niveaux d'interconnexion assez épars. Après classification, ce document permet de voir que les contenus les plus orientés vers la Russie restent groupés ensemble, et demeurent clairement séparés des amas proches de l'extrême droite.

FIGURE 1. – ANALYSE SIMPLIFIÉE DE RÉSEAU DE « RELATIONS DYNAMIQUES »



Une deuxième stratégie d'analyse, portant sur le contenu des publications cette fois, a été appliquée à cette base de données. À la différence du couplage lâche des liens URL, se concentrer sur les publications permet de faire ressortir des similitudes bien plus notables. En effet, 38 hashtags et entités étaient mentionnés dans les publications de cinq organisations médiatiques ou plus, et dix entités par sept organisations ou plus. Il s'agissait alors de « US », « France », « Iran », « UE », « Irak », « Nouveau », « Russie », « UK », « Soleimani » et « Alexandre ». La figure 2 est une représentation visuelle de ces résultats. Les organisations médiatiques apparaissent en bleu ; les autres nœuds sont des éléments textuels représentés du jaune au rouge en fonction du nombre d'organisations les mentionnant, la taille des nœuds dépendant du nombre total de mentions. Ici, les entités textuelles mentionnées par une seule organisation ont été retirées pour permettre une lecture plus facile.

En interprétant ces résultats, nous remarquons que les deux ensembles principaux (Russie, extrême droite) se tournent vers des sources médiatiques différentes alors même qu'ils discutent de sujets et de problèmes similaires. Pour cet article, il est intéressant de noter que si les campagnes de désinformation soutenues par l'extrême droite et la Russie utilisent des écosystèmes médiatiques séparés, elles gravitent autour d'un certain nombre de sujets proches. Cette nuance permet de relativiser notre compréhension originelle de la nature des liens entre le Kremlin et les mouvements européens d'extrême droite. S'il y a des exemples évidents de soutien direct et matériel hors-ligne entre eux, chacun possède un paysage médiatique propre dans l'espace informationnel.

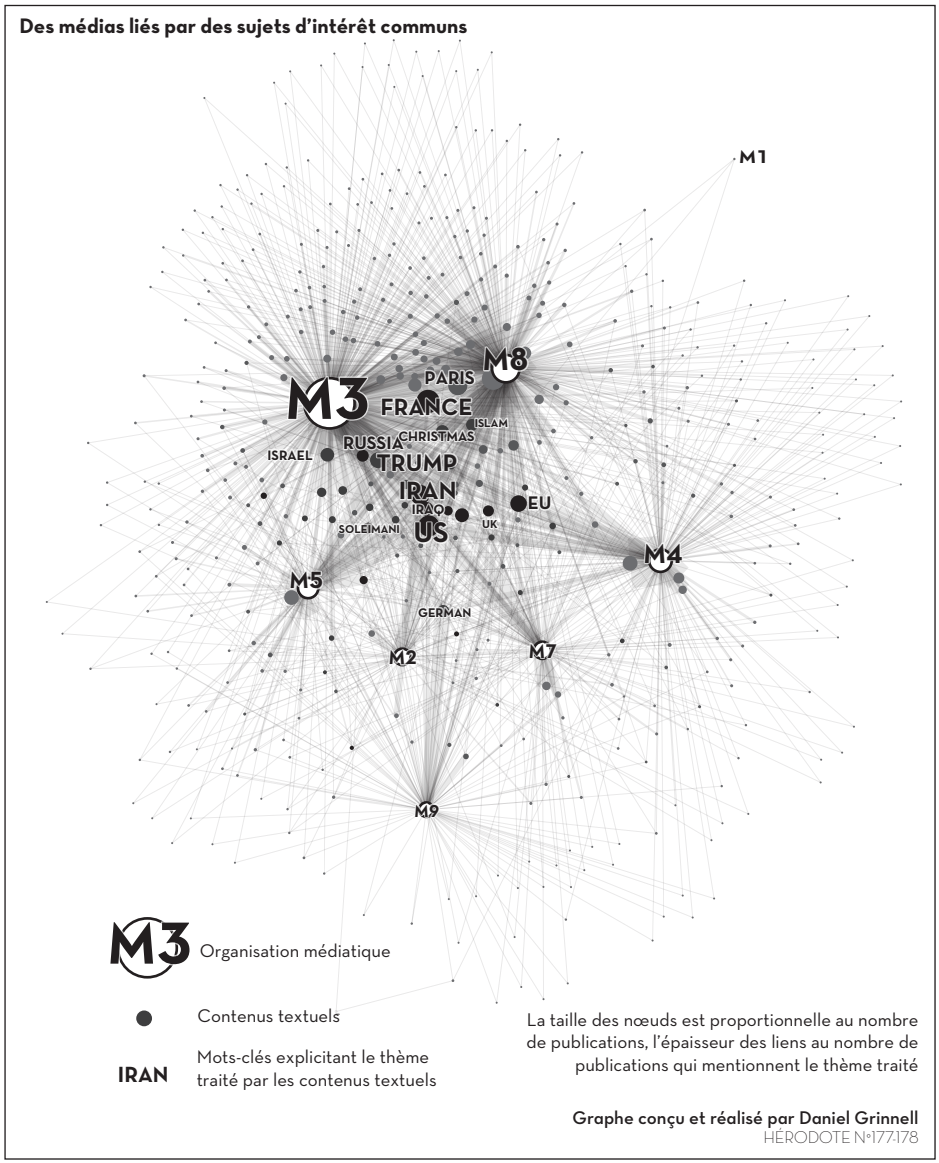
## Adoption et adaptation pour la vie politique nationale

Grâce à la discussion précédente, on peut noter deux modes notables de communication utilisés par l'extrême droite et les acteurs soutenus par l'État russe afin de parvenir à leurs fins. Le premier gravite autour de la communication d'informations délibérément détournées et trompeuses. C'est l'archétype de la campagne de désinformation. Mais, parfois, l'information n'est pas fausse en elle-même ; en publiant des contenus que les concernés préféreraient voir rester de l'ordre du privé, un impact ou un avantage politique notable peut être obtenu. C'est ce que nous avons appelé une « opération informationnelle d'influence et d'interférence » (OIII). Le concept d'opération informationnelle est bien établi dans les études historiques de la Guerre froide, de l'espionnage et des méthodes soviétiques de propagande. Toutefois, comme le montre Schneier [2019], il ne permet pas de bien représenter la manière dont des activités analogues se déroulent dans l'environnement informationnel contemporain grâce aux réseaux sociaux. Schneier utilise donc le concept d'« opération d'influence », qui omet



*Hérodote*, n° 177-178, La Découverte, 2e et 3e trimestres 2020.

FIGURE 2. – UNE VISUALISATION DU RÉSEAU À PARTIR DES CONTENUS



malheureusement d'autres aspects essentiels. Pour cette raison, nous préférons lier ces deux définitions dans le concept d'« opération informationnelle, influence et interférence », qui associe le mécanisme employé (information) aux deux effets recherchés (influence et interférence). Ce concept suppose que l'influence sociopsychologique n'est pas le seul effet recherché : des actions matérielles et tangibles plus directes sont incluses dans l'idée d'« interférence ». En effet, pour comprendre comment les innovations stratégiques et tactiques poussées par les groupes d'extrême droite et par les agences soutenues par la Russie sont devenues courantes et répandues – durant les campagnes électorales notamment – il faut prendre en compte les campagnes de désinformation ainsi que les OIII.

On retrouve la meilleure illustration de ce modèle dans l'étude internationale conduite par Woolley et Howard [2019] qui recense les méthodes d'utilisation de la propagande informatique à travers un nombre croissant de pays. D'autres preuves en soutien à cette interprétation existent dans les bases de données publiées par Twitter au cours des deux dernières années recensant les suspensions de comptes par pays pour « actions inauthentiques coordonnées ». Ces données sont résumées dans le tableau 1 ci-dessous. Même si certains comptes sont contrôlés de l'extérieur, nous pouvons supposer que la plupart des comptes ciblent le pays concerné.

TABLEAU 1. – COMPTES TWITTER RÉCEMMENT IDENTIFIÉS ET FLÉCHÉS POUR « ACTIONS INAUTHENTIQUES COORDONNÉES », CLASSÉS PAR PAYS D'ORIGINE.

| Pays d'origine | Date de publication Twitter | Nombre de comptes |
|---|---|---|
| Chine | Juillet 2019 | 5 241 |
| Équateur | Avril 2019 | 1 019 |
| Iran | Octobre 2018<br>Janvier 2019<br>Juin 2019 | 770<br>2 320<br>4 779 |
| Russie | Octobre 2018<br>Janvier 2019<br>Juin 2019 | 3 613<br>416<br>4 |
| Arabie saoudite | Avril 2019 | 6 |
| Espagne | Avril 2019 | 259 |
| Émirats arabes unis<br>(+ Égypte) | Mars 2019<br>Avril 2019 | 4 248<br>271 |
| Vénézuela | Janvier 2019 | 1 960 |

À première vue, le tableau n'indique que le nombre de comptes concernés et le pays qui, selon Twitter, a entrepris de publier de la désinformation, en violation des conditions d'utilisation. On peut cependant penser que ces bases de données ne rassemblent que les activités les plus maladroitement déguisées. Elles permettent malgré tout d'observer la croissance et la prévalence de la désinformation, qui devient presque « normale » dans la vie politique et sociale contemporaine.

Des preuves plus qualitatives soutiennent cet argument. Ainsi, le suivi du référendum sur le Brexit et des élections générales suivantes a révélé la fabrication et la distribution de mésinformation (involontairement trompeuse) et de désinformation (volontairement trompeuse) dans le débat politique par des acteurs de tous bords. Parmi les exemples les plus parlants, nous pouvons noter : la promesse inscrite sur les bus de la campagne Vote Leave que 350 millions de livres pourraient être investis dans le NHS[9] ; des idées conspirationnistes quant au responsable « réel » du meurtre de la députée Joe Cox ; l'utilisation « sélective » des sondages et la création de pamphlets ressemblant à de grands quotidiens connus par les libéraux-démocrates ; et la publicité, par Jeremy Corbyn, de documents issus des négociations commerciales UK-US et « divulgués » deux semaines avant les élections – des documents qui semblent avoir été piratés et distribués par un acteur (toujours inconnu) soutenu par l'État russe.

## Une étude de cas estonienne

L'idée que les techniques et tactiques de désinformation, ancrées dans des rivalités géopolitiques, s'inscrivent de plus en plus dans la conduite de la politique interne est illustrée par des données collectées en Estonie. Cette étude de cas montre également la complexité des programmes respectifs de l'extrême droite et de l'État russe, ainsi que les tensions entre eux.

Depuis quelques années, un certain nombre de pays de l'ancien espace soviétique subissent une campagne continue de propagande, conduite ouvertement mais également insidieusement par des médias soutenus par la Russie et différents acteurs sur les réseaux sociaux. Elle se concentre sur trois discours centraux. L'objectif est de recouvrer une influence grandissante sur la gouvernance de ces pays en les détournant notamment du projet européen et de l'adoption des valeurs et institutions plutôt démocratiques et libérales. Ces trois discours centraux sont, dans les grandes lignes :

1. le nazisme baltique : une assertion récurrente affirme que les citoyens baltes sont historiquement très sympathiques aux idées et aux croyances nazies et, même si cette sympathie est désormais moins ouverte, elle perdure ;

9. Le National Health Service (NHS) est le système de sécurité sociale britannique [N.d.T].

2. les discriminations contre les minorités ethniques russes : des affirmations pointent constamment du doigt une discrimination systématique contre les citoyens d'ascendance russe ou d'origine russophone, à la différence des populations « de souche » ;
3. les États en faillite : s'entrecroisant avec les deux discours précédents, cette idée soutient que les structures institutionnelles de ces pays sont si fragiles que leur intégrité fondamentale s'affaiblit avec le temps et qu'en conséquence ils finiront probablement par s'effondrer.

Le cas estonien est particulièrement intéressant parce que le gouvernement a énormément investi dans la promotion d'une réputation nationale de progrès informatique et de compétences numériques. L'Estonie a promu le potentiel transformatif de l'e-gouvernement, probablement bien plus que les autres pays de la région[10].

À la manœuvre, on retrouve le Parti populaire conservateur d'Estonie, un petit parti communément appelé EKRE qui sait se faire entendre et gagne régulièrement en puissance. Le parti et son mouvement de jeunesse – le Sinine Äratus – souhaitent promouvoir « des valeurs nationales et une vision conservatrice du monde[11] » même si le Conseil européen des relations internationales (ECFR) le décrit comme fortement « nationaliste, xénophobe, antilibéral et eurosceptique[12] ». Leurs processions à la torche célébrant le nationalisme ont été assimilées aux marches « à la torche Tiki » des partisans de Donald Trump à Charlottesville[13]. Ils rejettent l'Occident mondialisé et ses institutions, et revendiquent une identité nationale forte, homogène, d'Europe de l'Est pour le peuple estonien. Cette identité doit embrasser l'héritage finno-ougrien partagé par les alliés hongrois, finlandais et polonais. Mais, si les valeurs proposées sont cohérentes avec nombre d'idées promues par la Russie, l'EKRE s'oppose catégoriquement à l'ancienne puissance occupante et se trouve même en conflit direct avec elle sur des questions telles que la frontière orientale et l'enseignement du russe dans les écoles du pays.

Jusqu'à récemment, l'EKRE était un élément extrême à la lisière du paysage politique estonien, alors que le pays était gouverné par une coalition sociale-démocrate depuis 2016. Mais lors des élections parlementaires de 2019, l'EKRE a plus que doublé son score et, malgré la controverse, est entré dans la nouvelle coalition gouvernementale. S'il a évidemment profité d'une vague de bons scores

10. Voir l'article de Léa Ronzaud dans ce numéro.

11. <https://sininearatus.ee/pohikiri/>.

12. Kristi Raik, « The rise of Estonia's radical right : to engage or not to engage ? », Views from the Council, European Council on Foreign Relations, 15 octobre 2018.

13. Ryan Walker, « Estonia's far-Right EKRE party threaten election upset », *The Telegraph*, 3 mars 2019.



*Hérodote*, n° 177-178, La Découverte, 2e et 3e trimestres 2020.

pour les partis populistes à travers l'Europe, la visibilité et le succès de l'EKRE en Estonie doivent également beaucoup à un réseau en ligne et hors ligne très strictement coordonné. Dans la période préélectorale, il a été activé pour (i) confronter et attaquer publiquement ses opposants avec un discours désinformant, et (ii) profiter efficacement de la peur des Estoniens d'une stabilité nationale, d'une identité et de valeurs nationales réellement menacées par l'immigration et le libéralisme social.

Les enquêtes d'un quotidien national ont révélé durant la campagne électorale que des membres de la branche jeune du parti ont utilisé Facebook pour créer de faux comptes et ainsi « troller » leurs opposants politiques[14]. Ces comptes étaient liés car chacun utilisait une variation du nom « Valter ». Ils publiaient régulièrement des commentaires incendiaires sur la presse en ligne et utilisaient Facebook Messenger pour viser les groupes LGBT et pro-égalité dont les réunions publiques étaient également sujettes à intervention. Le chef de Sinine Äratus de l'époque, Ruuben Kaalep, était engagé dans cette action sous le nom de « Bert Valter ». Ce réseau d'alter ego de Valter était très actif et très efficace dans la création de groupes sur Facebook, de mèmes et de vidéos utilisant l'humour pour renforcer leur discours « à la vue de tous ». Lorsque le journal a rendu cette activité publique, le chef de l'EKRE (aujourd'hui ministre de l'Intérieur) a cherché à normaliser ces actions, en expliquant :

> Je ne vois rien de critiquable, rien de criminel ici. Ce n'est rien de moins qu'une réaction face à une opération informationnelle menée par les médias traditionnels et qui est toujours en cours. Qu'y a-t-il de dommageable si une personne exprime ses opinions avec trois comptes Facebook différents ?

En réponse à ces révélations, d'autres soutiens de l'EKRE se sont mobilisés pour mener une contre-campagne numérique, en adoptant le hashtag #istandwithvalter et en visant les publications du quotidien sur Facebook avec des commentaires indiquant simplement « ekre ».

On peut également noter, dans la continuité de cet article, que l'EKRE et sa campagne numérique exploitaient une fracture sociale particulière ici (tout comme les médias étatiques russes) avec un sentiment anti-réfugiés qui grandissait alors que l'Estonie devait signer le Pacte migratoire de l'UE. Les statistiques affichaient une exigence d'accueil de réfugiés très faible pour l'Estonie, et presque la moitié des réfugiés du quota européen était déjà sur le territoire. Mais l'EKRE a rapidement et ostensiblement mobilisé ses soutiens pour manifester[15] devant

14. Martin Laine et Sander Punamäe, « EKRE sees no problem with trolling », Postimees, 17 janvier 2019.

15. « EKRE anti-migration pact protest gets out of hand, Ratas condemns violence », err.ee, 26 novembre 2018.

le Riigikogu [le siège du parlement estonien, N.d.T] et un Pacte qui, selon eux, menaçait la souveraineté de l'Estonie, une assertion que la présidente Kaljulaid a décrite comme « hystérique, mensongère, et blessante[16] ». La pression incessante en ligne et hors ligne de l'EKRE a miné la stabilité du gouvernement, en le poussant près de la démission. Finalement, cette pression a réussi à bloquer l'adoption du Pacte migratoire par l'Estonie et a placé cette question au cœur du débat public au moment des élections générales quatre mois plus tard.

Cette petite étude de cas permet de constater certaines subtilités et nuances qui existent dans les activités numériques des groupes de l'extrême droite et dans celles des entités soutenues par l'État russe. Certaines études ont tendance à présenter les intérêts des deux groupes d'acteurs comme totalement compatibles, ce qui est faux. Mais, comme le montre le cas présent, même lorsque les dissonances sont évidentes, le résultat final peut être le même : affaiblir l'intégrité des institutions et des processus démocratiques libéraux.

## Conclusion

Cet article a présenté trois arguments principaux. Tout d'abord, il y a des croisements clairs entre les intérêts et les valeurs idéologiques des mouvements européens d'extrême droite et de l'État russe, même s'ils ne doivent pas être exagérés. Ensuite, l'extrême droite et les agences associées à l'État russe sont toutes deux responsables d'innovations importantes dans la conduite des campagnes de désinformation et dans les OIII. Finalement, les tactiques et techniques de désinformation, de tromperie et de détournement de l'information introduites ici ont été largement adoptées et adaptées par des acteurs politiques nationaux qui les ont progressivement normalisées.

Il est évident aujourd'hui que l'espace informationnel a été profondément pollué par des activités numériques d'ingénierie de l'influence conduites par des groupes affiliés à l'extrême droite cherchant à propager leurs idées et leurs préjugés, ainsi que par des organisations soutenues par la Russie souhaitant accentuer les asymétries perçues dans les relations géopolitiques entre les pays. Mais les contributions et l'alignement de ces acteurs ne doivent pas être surestimés, comme nous l'avons montré plus haut. D'autres ont également apporté une contribution importante dans ces développements, des acteurs commerciaux comme Cambridge Analytica notamment.

16. Nele-Mai Olup, « President kritiseerib valitsust : nädal aega on köetud ühiskondlikku hüsteeriat, valetatud ja haiget tehtud », 15 novembre 2018.



*Hérodote*, n° 177-178, La Découverte, 2e et 3e trimestres 2020.

Ce qui est tout particulièrement remarquable, c'est que ces développements ont été menés en parallèle, et à peu près au même moment que la promotion du *nudging* (c'est-à-dire de l'économie comportementale) par d'autres domaines et disciplines académiques [Halpern, 2015]. Le *nudging* implique l'utilisation de techniques d'influence et de persuasion pour encourager les individus à prendre certaines décisions plutôt que d'autres, en leur présentant l'information d'une certaine manière et avec la volonté de promouvoir des résultats précisément favorables à toute la société. On retrouve ici une similitude claire avec les technologies politiques opérationnelles de l'Internet Research Agency et des acteurs d'extrême droite. Mais la différence principale est que les conséquences désirées sont bien plus bénignes. On pourrait même dire que les acteurs étudiés ici pratiquent un *dark nudging* – ils cherchent à « pirater » la cognition, les émotions et les biais de la psychologie sociale humaine ainsi que les possibilités offertes par le développement de technologies par lesquelles une part non négligeable de la communication interpersonnelle transite aujourd'hui.

Les trajectoires de développement décrites ci-avant sont particulièrement difficiles à aborder pour les gouvernements qui doivent y répondre en construisant des politiques publiques, alors même que les activités en question empiètent sur les méthodes traditionnelles d'organisation des autorités étatiques. Les gouvernements démocratiques libéraux tendent à séparer le domaine de la politique intérieure de la politique étrangère. Il est par exemple plus aisé de surveiller et contrôler les traces de la communication des autres acteurs étatiques sur les réseaux sociaux que celles de ses propres citoyens. Le risque que représente la désinformation a évolué et induit des tensions et des dilemmes nouveaux : jusqu'où est-il acceptable de chercher à contrôler les nuisances que l'on attribue à la désinformation ? Au demeurant, cela accentue probablement le niveau d'anxiété des agences gouvernementales par rapport aux conséquences à long terme d'un système social où la manière dont on prend connaissance de l'information – et le type d'information lui-même – est de plus en plus fragile et fragmentée.

L'histoire montre que l'organisation sociale de la réalité a été régulièrement et profondément façonnée et refaçonnée par les progrès des technologies médiatiques et communicationnelles. Les réseaux sociaux ont été initialement célébrés pour leur pouvoir de démocratisation et les possibilités de libéralisation qu'ils apportaient. Mais il est de plus en plus évident que ces plateformes sont également porteuses de pratiques de manipulation de masse grâce au *dark nudging*, à un niveau et un rythme inégalés jusqu'ici. Pour Vaughan [1996], la « normalisation de la déviance » trouve une place lorsque devient routinier ce qui était auparavant perçu comme exceptionnel. C'est une épithète très appropriée pour décrire ce qu'il se passe actuellement.

## Bibliographie


BARTLETT J., BIRDWELL J. et KING M. (2010), « The edge of violence : a radical approach to extremism », *DEMOS*, p. 7-55.

BENKLER Y., FARIS R. et ROBERTS H. (2018), *Network Propaganda. Manipulation, Disinformation, and Radicalization in American Politics*, New York, Oxford University Press.

BOGERTS L. et FIELITZ M. (2019), « "Do you want meme war ?" Understanding the visual memes of the German far right », *in* FIELITZ M. et THURSTON N. (dir.), *Post-Digital Cultures of the Far Right. Online Actions and Offline Consequences in Europe and the US*, Bielefeld, Transcript, p. 137-154.

BOZDAG E., GAO Q., HOUBEN J. et WARNIER M. (2014), « Does offline political segregation affect the filter bubble ? An empirical analysis of information diversity for Dutch and Turkish users », *Computers in Human Behaviour*, vol. 41, n° 1, p. 405-415.

CAIANI M. et PARENTI L. (2013), « Extreme right groups and the Internet : Construction of identity and source of mobilization », in *European and American Extreme Right Groups and the Internet*, Londres, Ashgate, p. 83-112.

– (2013), « The organizational structure of the (online) galaxy of the European and American extreme right », in *European and American Extreme Right Groups and the Internet*, Londres, Ashgate, p. 55-82.

DAVEY J. et EBNER J. (2017), « The fringe insurgency : connectivity, convergence and mainstreaming of the extreme right », Institute for Strategic Dialogue, p. 3-30.

DAWSON A. et INNES M. (2019), « How Russia's Internet Research Agency built its disinformation campaign », *Political Quarterly*, vol. 90, n° 2, p. 245-56.

GILES K. (2019), *Moscow Rules. What Drives Russia to Confront the West*, Londres, Chatham House.

GOFFMAN E. (1961), *Asylums. Essays on the Social Situation of Mental Patients and Other Inmates*, New York, Anchor Books.

HALPERN D. (2015), *Inside the Nudge Unit*, Londres, WH Allen.

HODGE E. et HALLGRIMSDOTTIR H. (2019), « Networks of hate : the alt-right, "troll culture", and the cultural geography of social movement spaces Online », *Journal of Borderlands Studies*, p. 1-18.

INNES M. (2020), « Techniques of disinformation : constructing and communicating "soft facts" after terrorism », *British Journal of Sociology*.

INNES M., ROBERTS C., PREECE A. et ROGERS D. (2018), « Ten Rs of social reaction : using social media to measure the post-event impacts of the murder of Lee Rigby », *Terrorism and Political Violence*, vol. 3, n° 3, p. 454-74.

INNES M., DOBREVA D. et INNES H. (2019), « Disinformation and digital influencing after terrorism : spoofing, truthing and social proofing », *Contemporary Social Science*, en ligne.

JAMIESON K. (2018), *Cyberwar. How Russian Hackers and Trolls Helped Elect a President*, New York, Oxford University Press.

KAKUTANI M. (2018), *The Death of Truth*, Londres, Harper Collins.

LARUELLE M. (dir.) (2015), *Eurasianism and the European Far Right*, Lanham, Lexington Books.




*Hérodote*, n° 177-178, La Découverte, 2e et 3e trimestres 2020.

MANIVANNAN V. (2012), « Attaining the Ninth Square : Cybertextuality, gamification, and institutional memory on 4chan », *Enculturation*, en ligne.
– (2013), « Tits or GTFO : the logics of misogyny on 4chan's random -/b/», *The Fibreculture Journal*, vol. 22, p. 109-132.
MANNING P. (2016), « Goffman and empirical research », *Symbolic Interaction*, vol. 39, n° 1, p. 143-152.
MARGETTS H., JOHN P., HALE S. et YASSERA T. (2016), *Political Turbulence. How Social Media Shape Collective Action*, Princeton, Princeton University Press.
MCLAUGHLIN T. (2019), « The weird, dark history of 8Chan », *Wired Magazine*, 8 juin.
MUDDE C. (2000), « The extreme right party family », *The Ideology of the Extreme Right*, Manchester, Manchester University Press.
NAGLE A. (2017), *Kill All Normies. Online Culture Wars from 4chan and Tumblr to Trump and the Alt-Right*, Londres, Zero Books.
PASQUALE F. (2015), *Black-Box Society. The Secret Algorithms That Control Money and Information*, Cambridge, Harvard University Press.
POMERANTSEV P. (2019), *This is NOT Propaganda. Adventures in the War Against Reality*, Londres, PublicAffairs.
PREECE A., SPASIĆ I., EVANS K., ROGERS D., WEBBERLEY W., ROBERTS C. et INNES M. (2018), « Sentinel. A codesigned platform for semantic enrichment of social media streams », *118 IEEE Transactions on Computational Social Systems*, vol. 5, n° 1, p. 118-131.
PRISK D. (2017), « The hyperreality of the Alt Right : how meme magic works to create a space for far right politics », *SocArXiv*, 2 novembre.
ROBERTS C., INNES M., PREECE A. et ROGERS D. (2018) « After Woolwich : analysing open source communications to understand the interactive and multi-polar dynamics of the arc of conflict », *British Journal of Criminology*, vol. 58, n° 2, p. 434-54.
SCHNEIER B. (2019), « 8 ways to stay ahead of influence operations », foreignpolicy.com, 12 août 2019.
SERVICE R. (2019), *Kremlin Winter. Russia and the Second Coming of Vladimir Putin*, Londres, Macmillan.
TUTERS M. (2019), « LARPing and liberal tears : irony, belief and idiocy in the deep vernacular Web », *in* FIELITZ M. et THURSTON N. (dir.), *Post Digital Cultures of the Far Right. Online Actions and Offline Consequences in Europe and the US Political Science*, Transcript, Bielefeld, p. 47-49.
VAUGHAN D. (1996), *The Challenger Launch Decision. Risky Technology, Culture and Deviance at NASA*, Chicago, University of Chicago Press.
WOOLLEY S. et HOWARD P. (2019), *Computational Propaganda. Political Parties, Politicians and Political Manipulation on Social Media*, Oxford, Oxford University Press.
ZANNETTOU S., CAULFIELD T., CRISTOFARO E., SIRIVIANOS M., STRINGHINI G. et BLACKBURN J. (2018), « Disinformation warfare : understanding state-sponsored trolls on Twitter and their influence on the web », *SocARXiv*, 4 mars.